Décloisonnements disciplinaires, transferts et malentendus

In: Économie rurale. N°282, 2004. pp. 59-71.

Abstract

Disciplinary decompartmentalization - transfers and misunderstandings -This text gives an account of an interdisciplinary conference, highlighting actual exchanges between economics and social sciences. Institutional definitions of the disciplines, though they are operating, do not allow to foresee the contents of the researchs conducted under their labels. Internal evolutions of the disciplines, notably due to the development of the New Economic Sociology, have entailed decompartmentalizations concerning research objects, but also ways to interprète the practices and behaviours. A clarification of those evolutions is necessary to broach the study of contacts between economics and social sciences. When a discipline tackles new objects or concepts, questions arise on transferts and borrowings from the departure discipline. Those borrowings, more or less respectful of the initial concepts, can lead to misunderstandings in the dialogue between economics and social sciences.

Résumé

Ce texte propose de rendre compte d'une conférence pluridisciplinaire en prenant comme angle d'approche les échanges concrets entre économie et sciences sociales. Les définitions institutionnelles des disciplines, pour opératoires qu'elles soient, ne préjugent en rien du contenu effectif des recherches inscrites sous leurs étiquettes. En effet, les évolutions internes des disciplines concernées, notamment du fait du développement de la sociologie économique, ont conduit à des décloisonnements quant aux objets de recherche, mais aussi aux modes d'interprétation des comportements. La clarification de ces évolutions est nécessaire pour aborder l'étude des zones de contact entre économie et sciences sociales. Lorsqu'une discipline s'empare d'un objet ou de concepts nouveaux, se posent en effet des questions sur les transferts et les emprunts qu'elle fait à la discipline de départ. Ces emprunts, plus ou moins respectueux du sens initial des concepts, peuvent conduire à des malentendus dans le dialogue entre économie et sciences sociales.

Citer ce document / Cite this document :

Gojard Séverine, Bessière Céline. Décloisonnements disciplinaires, transferts et malentendus. In: Économie rurale. N°282, 2004. pp. 59-71.

doi : 10.3406/ecoru.2004.5495

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ecoru_0013-0559_2004_num_282_1_5495

■ Compte rendu de colloque ■

À propos des journées « Économie et Sciences sociales »

Les journées « Économie et Sciences sociales » qui se sont déroulées les 13 et 14 juin 2002 à l'École normale supérieure à Paris ont donné lieu à un compte rendu. Il nous semble opportun de le porter à la connaissance de nos lecteurs. La diversité des approches en sciences sociales, le positionnement particulier de l'économie en tant que discipline entraînent des interrogations au niveau du dialogue interdisciplinaire. Ce compte rendu, au statut particulier dans les colonnes de notre revue, analyse les différents modes de confrontation entre les disciplines. (NDLR)

Décloisonnements disciplinaires Transferts et malentendus

Céline BESSIÈRE • Agrégée répétitrice au département de sciences sociales de l'École nationale supérieure (ENS), doctorante au Laboratoire de Sciences Sociales de l'ENS-EHESS et au Centre de Recherche sur les Liens Sociaux (CERLIS), Paris V

Séverine GOJARD • Chargée de recherche à l'INRA, Laboratoire de recherche sur la Consommation (CORELA), Chercheur associé au Laboratoire de Sciences Sociales de l'ENS-EHESS

Depuis une dizaine d'années, on assiste en France à un foisonnement de réflexions sur les rapports entre l'économie et la sociologie, notamment autour du développement de la Nouvelle sociologie économique (NSE). Ce programme de recherche multiforme, aux contours lâches, est actuellement en

plein essor¹ et en voie d'institutionnalisation². On assiste également à un nombre croissant de colloques interdisciplinaires. Nous avons choisi ici de rendre compte d'une conférence qui a eu lieu à l'École nationale supérieure (ENS) en juin 2002, intitulée « *Economie et Sciences sociales* »³.

Notre démarche consiste à analyser cette conférence comme un terrain d'observation du dialogue entre des chercheurs appartenant à des disciplines différentes. Il nous a semblé que c'était la meilleure manière de rendre compte des modes de confrontation entre les disciplines, des convergences ou divergences autour d'objets et d'intérêts

1. Des bilans bibliographiques retracent l'histoire et les fondements du domaine (Steiner, 1999 ; Levesque, Bourque, Forgues, 2000 ; Le Velly, 2002) afin d'avancer de nouvelles perspectives de recherches (Zelizer, 2001 ; Chantelat, 2002 ; *Revue économique*, 2002). On constate de nombreuses traductions en français de travaux américains (Granovetter, 1994, 2000 ; Zelizer, 1992 ; Swedberg, 1994). Un certain nombre de numéros spéciaux de revues rendent compte de l'actualité de la question dans le champ francophone (*Revue française de sociologie*, 1997 ; *Cahiers internationaux de sociologie*, 1997 ; *Genèses*, 1996, 2004 ; *Terrains et Travaux*, 2003).

2. En témoigne la création du réseau thématique « sociologie économique » à l'Association française de sociologie, qui poursuit le processus engagé aux États-Unis dans les années 1990 qui a débouché en 2001 sur la création d'une section permanente de l'American Sociological Association intitulée "Economic Sociology".

3. Les circonstances d'organisation de cette conférence en particulier la présence de Viviana Zelizer sont à prendre en compte, dans la mesure où un certain nombre de communications, dont le présent compte rendu, ont pris pour point de départ ses travaux et son analyse des rapports entre disciplines (Zelizer, 2001). Une partie des communications est téléchargeable à partir de l'adresse suivante : <http://www.diffusion.ens.fr/index.php?res=cycles&idcycle=1080>.

communs, mais aussi des malentendus qui en découlent. Précisons d'emblée que notre propos n'est pas d'énoncer des critiques vis-à-vis des travaux présentés, ni de dicter des règles de bonne conduite entre disciplines, mais d'analyser les rapports entre disciplines tels que nous les avons vus fonctionner.

Si ce présent texte est avant tout un compte-rendu de conférence, nous avons tenté, par ce biais, de construire un cadre d'analyse plus général et éclairant dans d'autres contextes⁴. Il ne s'agit pas de traiter de façon exhaustive des rapports entre l'économie et les sciences sociales, en France⁵. Mais, en nous appuyant sur des travaux précis, nous espérons éviter des propos théoriques trop vagues sur les rapports entre « l'économie » et « la sociologie ».

Dans la mesure où nous étudions les modalités effectives du dialogue, nous sommes contraintes de définir les disciplines par les institutions qui les portent, et les appartenances disciplinaires des chercheurs d'après leurs autodéclarations, qui recourent le plus souvent leur formation, leurs diplômes, leur laboratoire d'appartenance, les revues dans lesquelles ils publient, etc.

4. Nous espérons en particulier qu'il sera utile aux auteurs travaillant sur des domaines tels que l'alimentation, l'agriculture ou les territoires, qui mêlent souvent des approches relevant de différentes disciplines

5. L'économie en tant que discipline est considérée comme en dehors des sciences sociales, positionnement qui pose un certain nombre de questions dont nous ne traiterons pas spécifiquement ici. Par ailleurs, nous avons eu affaire à une plus grande diversité d'approches du côté de l'économie, ne serait-ce que par l'opposition entre hétérodoxes et orthodoxes, présente dans les différents laboratoires du site Jourdan (Delta, CEPREMAP, INRA-LEA), que du côté des sciences sociales, représentées par des sociologues, anthropologues et historiens, tous plus ou moins proches du Laboratoire de sciences sociales de l'ENS-EHESS. Ces derniers partagent une même conception de la sociologie, en termes de primat de l'enquête et d'attention aux modes de construction des données, mais aussi en termes de rapport critique aux concepts et de refus de la théorisation *a priori*.

Nous montrerons que cette définition institutionnelle, pour opératoire qu'elle soit, ne préjuge en rien du contenu effectif des recherches inscrites sous les différentes étiquettes disciplinaires, en raison des évolutions internes des disciplines concernées. Nous commencerons donc par clarifier ces évolutions et les points sur lesquels elles portent, avant de nous intéresser aux zones de contact entre économie et sciences sociales.

Universalisme, réductionnismes

Lors de cette conférence réunissant des chercheurs d'horizons différents, la question des périmètres de chacune des disciplines s'est avérée cruciale : du côté de l'économie comme du côté des sciences sociales sont intervenus depuis les années 1970 un certain nombre de décroissements internes qui peuvent contribuer à un brouillage des frontières disciplinaires.

1. Du Grand Partage à l'universalisme

Jusqu'aux années 1970, la ligne de clivage entre économie et sociologie est bien claire et repose sur une partition univoque : chaque discipline dispose de ses objets propres, sur lesquels elle applique ses concepts et ses méthodes. Selon les auteurs, on parle alors de « Grand Partage »⁶ ou de « Mondes Hostiles » (Zelizer, 2001). L'économie se réserve le domaine des actions logiques, tandis que la sociologie, « science des restes »⁷ étudie les actions illogiques (Pareto, 1968). Une frontière étanche entre les disciplines et entre leurs objets permet à chacune de protéger son intégrité, en particulier la sociologie, institutionnellement plus fragile que l'économie.

6. L'expression « Grand Partage » a été empruntée à Florence Weber (2000) pour désigner le partage entre l'anthropologie et la sociologie qui repose sur une frontière entre objets.

7. L'expression est de Small, un sociologue de Chicago (Swedberg, 1994).

La phase suivante⁸ émerge à partir des travaux de Gary Becker (1976) dans les années 1960 et plus généralement à partir du courant de la « nouvelle économie institutionnelle ». L'économie s'empare alors d'objets qui traditionnellement relevaient de l'analyse sociologique, en commençant par la famille. Nous proposons d'appeler *universalisme* cette posture, qui consiste pour chaque discipline à s'emparer légitimement de tout objet de recherche : il n'y a pas d'objet interdit *a priori* quelle que soit la discipline. En réponse à l'universalisme économique impulsé par Becker, des sociologues américains, à commencer par Harrison White, Mark Granovetter ou Viviana Zelizer, ont mis en place un universalisme sociologique, qui se constitue en champ autonome dans les années 1990 et prend le titre de « nouvelle sociologie économique ». Ce courant participe à la critique de la théorie économique standard, en avançant une vision relativiste de la rationalité pensée comme une construction sociale et une attention portée à l'histoire des institutions économiques (qui s'oppose au fonctionnalisme des économistes néo-institutionnalistes).

Du point de vue des objets, l'approche beckerienne tout comme la nouvelle sociologie économique américaine procèdent d'un même mouvement « universaliste ». Il s'agit avec les outils de sa propre discipline, dans les deux cas, de s'emparer d'objets nouveaux, jusque-là considérés comme situés de l'autre côté du Grand Partage.

2. La tendance aux réductionnismes

Le Grand Partage ne désigne pas seulement une partition entre objets. Il a trait aussi aux outils d'analyse, c'est-à-dire aux méthodes et aux concepts employés par les uns et les autres (Grenier *et al.*, 2001). Schématiquement, on peut dire que la science économique, à l'époque, applique ses rai-

sonnements (hypothético-déductifs) et ses méthodes (modélisations, tests économétriques) à des objets précis (production, consommation par exemple). Elle repose sur le modèle de comportement de l'*homo œconomicus*, agent isolé des autres, qui maximise un bien-être matériel, sous une contrainte financière, avec des préférences stables et déterminées à l'avance. Toutes les interactions entre les agents passent par l'intermédiaire du marché et les agents réagissent à des variations de prix ou de revenus, et non au comportement des autres agents, selon un principe de coordination marchande. De l'autre côté du Grand Partage, l'analyse sociologique dans l'étude de ses objets (la religion, la famille, le travail, etc.) procède à des raisonnements plus inductifs à partir de l'observation des pratiques et de la restitution du point de vue des participants (enquêtes par questionnaire, entretiens, observation). Si l'on cherche à symétriser la présentation, le modèle de comportement est celui de l'*homo sociologicus*, qui désigne un agent interdépendant avec les autres agents, qui agit sous l'effet de l'intériorisation de normes (et non seulement sous celui du calcul). Ses préférences sont variables et ne sont pas connues à l'avance. La coordination entre agents repose sur des interactions de face à face, qui peuvent s'inscrire dans une histoire, des rapports de force et dépendre des relations – notamment affectives – entre les agents, dans le cadre de liens non-marchands. Le faible degré de formalisme des approches sociologiques rend cependant hasardeuse la définition d'un *homo sociologicus* en des termes aussi généraux⁹. En effet, en sociologie, les hypothèses de comportement sont construites à partir de l'observation des pratiques, et de la restitution du point de vue des participants. Elles ne sont pas posées *a priori*, comme en économie. D'où la difficulté de

8. La période du Grand Partage est difficile à dater. Granovetter (2000) avance les bornes chronologiques 1890-1970.

9. Ce sont les économistes qui ont eu recours à la mise en parallèle de l'*homo œconomicus* et de l'*homo sociologicus*, lors de la conférence.

présenter, en des termes symétriques, des démarches dont les raisonnements procèdent différemment.

Lorsque chaque discipline (l'économie, puis la sociologie) commence à s'intéresser à de nouveaux objets, qui auparavant se trouvaient de l'autre côté du Grand Partage, elle le fait sans modifier son cadre d'analyse et continue à appliquer ses méthodes et ses concepts. Un exemple particulièrement éclairant nous est fourni par les travaux de Zelizer (2001) sur le domaine des transactions intimes¹⁰. Alors que la sociologie n'y voit que l'expression de sentiments, l'économie n'y voit que de l'argent. C'est ce que Zelizer appelle la posture *rien d'autre que* : « *Le monde apparemment distinct des relations sociales intimes n'est alors rien d'autre que le cas particulier d'un certain principe général (...) : rien d'autre que la rationalité économique, rien d'autre que la culture, rien d'autre que la politique* ». Cette posture consiste en un découplage au niveau des objets de recherche (universalisme), tout en conservant les cloisonnements au niveau des méthodes et des concepts. Il en découle une tendance aux *réductionnismes* à différents niveaux. À un niveau général, le fait étudié est réduit à un seul principe d'analyse, sociologique ou économique : la mise en œuvre de l'outillage méthodologique et théorique d'une discipline donnée répond entièrement à la question que le chercheur se pose et épuise l'analyse de l'objet. C'est ce que nous appellerons le *réductionnisme conceptuel*. À un niveau plus précis, les situations sociales étudiées sont réduites à l'application d'un seul modèle de comportement, et à un seul principe de coordination, marchand ou non. Nous appellerons registre d'interprétation (marchand ou non-marchand) cette combinaison

d'hypothèses de comportement et de coordination. Rappelons que ces registres d'interprétation n'ont pas le même statut en sociologie et en économie : le choix du registre d'interprétation relève de l'hypothèse de départ dans la construction de modèles économiques, alors que dans les approches sociologiques il est plutôt de l'ordre du résultat. Nous qualifierons le réductionnisme qui porte sur le registre d'interprétation, de *réductionnisme marchand* ou *non-marchand*. Dans la posture *rien d'autre que* ces différents réductionnismes sont superposés, comme dans l'idéal type beckerien par exemple : les pratiques familiales ne sont, en effet, pour Becker et ses héritiers *rien d'autre que* l'expression d'une rationalité individuelle instrumentale similaire à celle qui régit les échanges marchands (réductionnisme marchand)¹¹. En outre, si une action ne relève de *rien d'autre que* l'expression de la rationalité instrumentale, alors une analyse économique (reposant sur une maximisation sous contrainte de l'utilité) peut suffire à en rendre compte : la posture beckerienne procède également à un réductionnisme conceptuel¹².

La superposition entre universalisme et différents types de réductionnismes, à l'œuvre dans la catégorie *rien d'autre que*, ne permet pas de rendre compte de certains travaux récents, tant en sociologie qu'en économie, tels ceux qui nous ont été présentés lors de cette conférence. D'une certaine manière ceux-ci pouvaient se ranger sous la bannière *rien d'autre que*. À travers

10. Cf. Zelizer (2001) : « *Font partie des transactions intimes : les soins corporels, les relations sexuelles, la gestion du psychisme, le partage d'informations concernant des malversations, la protection personnelle* ».

11. Cf. Zelizer (2001) : « *Si vous enlevez tout le camouflage culturel, nous disent ces théoriciens [les successeurs de Becker], vous découvrirez que les transferts intimes (...) fonctionnent selon les mêmes principes que les transferts d'action en bourse ou de voiture d'occasion* ».

12. Elle est aussi impérialiste, puisqu'elle prétend dissoudre la sociologie dans l'économie. Si l'idéal type beckerien est utile parce qu'il est très caricatural, il présente l'inconvénient de mêler universalisme, réductionnismes et impérialisme.

leur posture universaliste : des économistes qui travaillent sur les normes sociales et la déviance ou la consommation de drogues, ou des sociologues qui prennent pour terrain des marchés financiers, la formation des salaires ou encore des économies domestiques. Tout comme à travers leur réductionnisme conceptuel : la plupart des communications, nous le verrons, cherchent à construire et à rendre compte à partir de leur propre outillage analytique de la totalité des objets à étudier. En revanche, une partie de ces travaux ont cherché à modifier les modèles de comportement, voire les principes de coordination, en usage dans leurs disciplines respectives, afin de rendre compte de nouveaux registres d'interprétation. En cela ils rompent avec le réductionnisme marchand ou non-marchand qui opère dans la catégorie *rien d'autre que* de Zelizer. Ces journées « Économie et Sciences sociales » attestent que la période *rien d'autre que* ne constitue qu'une étape provisoire dans un mouvement de décroisement progressif des disciplines.

Décloisonnements

1. Du côté des économistes

Certains des travaux présentés montrent que la science économique étend actuellement ses modèles hors du champ des échanges marchand et adapte les hypothèses sur lesquelles repose le modèle de comportement des agents pour rendre compte d'autres objectifs que celui de la maximisation du bien-être matériel.

Thierry Verdier nous a ainsi présenté des modèles de pression sociale qui s'intéressent à des comportements déviants par rapport à une norme moralement ou numériquement dominante. La modélisation reprend l'idée que si un individu dévie (par exemple s'abstient d'aller à la messe, ne se marie pas, etc.), c'est qu'il a un intérêt à agir ainsi. À long terme et de manière dynamique, la transmission d'une génération à l'autre de traits culturels déviants (exemple des cultures minoritaires) a une incidence sur

l'homogénéisation ou sur la diversité d'une société. Il s'agit ainsi, à partir d'un aménagement à la marge des hypothèses de l'*homo œconomicus* standard (notamment à travers une endogénéisation des préférences, en modélisant leur transmission), de rendre compte du changement social. Les transmissions culturelles ne sont pas un objet usuel de l'analyse économique : dans la période précédente, elles se trouvaient de l'autre côté du Grand Partage. Cependant, à partir de quelques hypothèses simples, l'écriture d'un modèle formalisé permet de fournir une théorie prédictive de la persistance ou non de diversités culturelles. En cela, les travaux présentés par Verdier présentent un réductionnisme conceptuel. Mais ils reposent sur une modification des hypothèses standards telle qu'ils ne réduisent pas l'explication des diversités culturelles à l'application d'un critère de maximisation d'un bien-être matériel, ce qui constitue une rupture avec le réductionnisme marchand.

L'exposé de Pierre-Yves Geoffard portait sur une autre extension du modèle standard, appliquée à l'analyse des consommations de drogues (licites ou non). Dans un premier temps, la modélisation effectuée grâce au modèle d'addiction rationnelle part du principe que les individus maximisent une fonction d'utilité qui dépend, entre autres, de la consommation passée et présente de drogue. En progressant dans l'analyse, on se rend compte que cette modélisation permet de rendre compte du comportement des non-consommateurs de drogue et des consommateurs heureux, mais est incapable de comprendre les consommateurs malheureux, qui souhaiteraient s'arrêter, mais ne le font pas. Les hypothèses fondamentales de l'économie *mainstream* – cohérence temporelle et rationalité instrumentale – ne permettent pas d'appréhender les comportements de dépendance couplés avec le regret. La critique interne de la modélisation initiale ouvre ainsi sur une modification du modèle de comportement (élaborer des modèles alternatifs en relâchant des hypothèses) comme du réductionnisme

conceptuel (laisser à d'autres disciplines avec d'autres concepts le soin d'étudier les consommateurs malheureux).

Ces deux exposés ont pour point commun d'être universalistes¹³ et d'opérer une rupture avec le réductionnisme marchand. En revanche, si l'exposé de Verdier est franchement réductionniste au sens conceptuel¹⁴, celui de Geoffard ouvre sur la possibilité d'autres modèles d'analyse. Notons que ces travaux sont d'ancienneté différente : l'économie mathématique de la déviance est plus récente que l'analyse des consommations de drogues. Un moment de réductionnisme conceptuel est sans doute inévitable dans toute recherche portant sur un domaine nouveau. Cependant plus ces recherches universalistes progressent, plus elles renseignent sur ce que telle ou telle modélisation permet de comprendre mais aussi et surtout sur ce qu'elle ne permet pas de comprendre : la tendance au réductionnisme conceptuel s'atténue.

2. Du côté des sociologues

Un courant de recherche de la nouvelle sociologie économique s'est emparé d'objets radicalement nouveaux, qui dans le régime du Grand Partage relevaient exclusivement de l'analyse économique. L'étude de marchés financiers est un bon exemple de cet universalisme. L'enquête ethnographique que nous a présentée Jean-Pierre Hassoun consiste en une sociologie du travail d'un milieu spécifique : les marchés à la criée du MATIF (ancien marché à terme des instruments financiers), disparus en 1998. À l'inverse d'un

13. En un sens le caractère universaliste de l'exposé de P.-Y. Geoffard est moins évident que celui de T. Verdier : si pour un sociologue la déviance et la consommation de drogue (depuis les travaux de Howard Becker) est un objet usuel, la consommation (de quelque bien que ce soit) est un objet tout aussi standard pour la micro-économie.

14. Son exposé était quasi inaudible pour un parterre de sociologues et d'anthropologues, comme en ont témoigné les nombreuses manifestations de rire ou d'agacement dans la salle.

réductionnisme économique (conceptuel) qui considère le marché comme l'institution qui permet la formation des prix dans le cadre de règles assurant l'égalité des acteurs et la transparence de l'information, l'enquête ethnographique met en avant les conditions sociales de possibilité de la mise en place d'un tel marché financier. Ainsi, la facilité relationnelle (proximité physique et relations à plaisanterie) permet à des alliances de se nouer rapidement, et assure une meilleure liquidité du marché. Reprenant des termes classiquement utilisés pour décrire, d'un point de vue économique, ce type de marché, Hassoun montre que la liquidité et la volatilité relationnelles améliorent la liquidité et la volatilité du marché.

On perçoit ici une certaine tendance au réductionnisme conceptuel puisque le MATIF est « encadré » dans un ensemble de rapports sociaux et symboliques. Comme dans les travaux de Granovetter, il s'agit de montrer que les activités économiques les plus marchandes nécessitent des cadres sociaux pour fonctionner. La mise en évidence du contexte social des échanges ne va cependant pas jusqu'à la négation de leur caractère marchand, même si Hassoun ne l'intègre pas, en tant que tel, dans son analyse. En ce sens, ce travail ne s'inscrit pas dans une perspective réductionniste non marchande, mais laisse la place à une pluralité de registres d'interprétation. On est loin d'une approche selon laquelle il ne s'agirait de rien d'autre que l'expression de relations personnelles.

Les interventions que nous avons entendues attestent du décloisonnement du Grand Partage par la voie de l'universalisme. Elles attestent également d'un éloignement du *rien d'autre que* puisqu'elles envisagent presque toutes une pluralité de registres d'interprétation. Reste encore à forger les outils conceptuels adéquats pour sortir définitivement de ce type de réductionnisme et penser ensemble, dans la même analyse, des registres d'interprétation marchand et non marchand.

3. Circuits et scènes sociales

Sur des terrains « intermédiaires », qui mêlent de façon privilégiée rapports monétaires et relations affectives ou intimes, les interventions de Florence Weber et Viviana Zelizer proposent des conceptualisations « intermédiaires » qui permettent de lever les réductionnismes marchand et non-marchand. Tout en faisant émerger un nouveau domaine de recherche – les transactions intimes – Zelizer propose un outil d'analyse qui permet de penser de façon imbriquée les rapports marchands et non marchands, et qu'elle nomme « circuit ». Il s'agit d'un ensemble de situations dans lequel les transactions comportent à la fois une dimension marchande et une dimension personnelle, où les contreparties de chaque transaction sont bien identifiées, et où les interactions sont interprétées de la même manière par tous les participants. L'analyse des circuits de l'aide à domicile, par exemple, prend en compte le fait que ces aides peuvent être rémunérées (elle ne les réduit donc pas à leur cadre affectif) sans réduire l'analyse à celle des transferts monétaires. Weber, dans le contexte de l'ethnographie économique, cherche, elle aussi, à forger des outils conceptuels pour penser de façon imbriquée différents registres d'interprétation. L'étude de l'économie non marchande d'une ville ouvrière dans les années 1980 (Weber, 2001) a révélé une forte interconnaissance et une homogénéité sociale qui permettent des échanges nombreux de biens et de services avec des transferts monétaires déconnectés du marché. Weber qualifie ces échanges de « scène sociale du travail à côté ». Elle met l'accent sur les systèmes de sens indigènes (le point de vue des participants) et les cadres rituels, c'est-à-dire les dispositifs matériels qui organisent les transitions entre les différents registres d'interprétation (Zelizer parle de « ponts » entre circuits) et permettent aux protagonistes d'une scène sociale de savoir de façon univoque dans quel registre inscrire leurs relations et leurs actions. Ces types de conceptualisation permettent de penser les articulations entre registres marchand et non-marchand.

La question reste ouverte de l'application de la notion de circuit ou de scène sociale à tout type d'interaction. Construits pour l'analyse de l'économie domestique, ces outils s'appliquent-ils à l'étude des transactions marchandes ordinaires (Chantelat, 2002) ? L'enjeu est de savoir si la sociologie économique se contente de procéder à un déplacement de frontière entre les objets relevant de l'économie et ceux relevant de la sociologie ou si, supprimant totalement cette frontière, elle est vraiment universaliste.

Ainsi, les journées « Economie et Sciences sociales » nous ont convaincues que l'économie tout comme la sociologie, l'histoire et l'anthropologie ont opéré un certain nombre de décroissements par la voie de l'universalisme, ainsi qu'un dépassement du réductionnisme de registre d'interprétation par l'élaboration de nouveaux modèles de comportement. Nous avons jusqu'à présent procédé à une présentation séquentielle de ces différents décroissements, comme si chaque étape supposait l'accomplissement de la précédente : décroissement des objets, puis des registres d'interprétation. Cependant, certains exposés montrent que cette chronologie n'est pas nécessaire : la pluralité des registres d'interprétation peut s'intégrer sur un objet d'étude classique pour la discipline concernée.

4. Pluralité des registres d'interprétation sans universalisme

Chaque discipline peut, sur un objet d'étude qui lui est usuel et sans visée universaliste, tirer profit des décroissements occasionnés par les recherches universalistes et en particulier tenir compte de la pluralité de registres d'interprétation. Par exemple, Alban Bensa nous a décrit une cérémonie de levée de deuil à laquelle il a assisté en Nouvelle-Calédonie, en 2001 : un échange solennel et complexe de biens (étoffes, vêtements, produits vivriers, billets de banque ou pièces de monnaie et parfois chapelets de coquillages) entre trente-cinq lignages. Seuls des biens identiques sont échangés et en

quantité équivalente : on est face à une comptabilité non monétaire où le billet de banque est un bien comme un autre qui ne s'échange que contre lui-même. Cette analyse ouvre sur une compréhension alternative (par rapport à la tradition anthropologique) des échanges cérémoniels : l'accent mis sur le calcul et l'intérêt permet de définir ces échanges autrement que comme des dons suivis de contre-dons. Nous n'avons pas affaire à la superposition de deux registres d'interprétation, mais à un enrichissement du registre non-marchand, ainsi rendu compatible avec des opérations de calcul.

On trouve l'équivalent en économie dans la communication présentée par André Orléan qui rend compte de la manière dont la monnaie intervient dans la construction du modèle d'équilibre général. Ce modèle fondateur pour les économistes laisse de côté la construction par les agents de repères communs, portant notamment sur la qualité et la valeur des biens. En insistant sur le caractère socialement construit de la monnaie comme bien de coordination, cette réflexion se situe en amont de celles de l'économie *mainstream*, où la monnaie préexiste aux échanges ; mettant l'accent sur le caractère spécifique de la monnaie en tant que construit social, elle opère une rupture avec le réductionnisme marchand.

Le caractère opératoire des distinctions entre universalisme et réductionnisme ressort clairement de ces travaux. Sans être universalistes, ils ont cependant opéré tous deux une rupture avec le réductionnisme qui porte sur les registres d'interprétation. Dès lors que des travaux, sans pour autant être universalistes, dépassent l'opposition entre registre marchand et non marchand, cela signifie que cette opposition n'est plus structurante pour les disciplines ; elle est en voie d'obsolescence.

5. Relâcher le réductionnisme conceptuel ?

Malgré les décroissements opérés au niveau des objets et des registres d'interprétation, les principes d'analyse semblent

bien spécifiques à chaque discipline. La question du réductionnisme conceptuel reste posée. On constate l'existence d'un continuum allant d'un stade faible, qui vise à une interprétation partielle, quitte à concevoir que d'autres approches peuvent apporter un éclairage complémentaire sur la question, à un stade plus élevé où l'ambition est, à partir de son outillage théorique et méthodologique, de répondre complètement aux problèmes posés. Nous voudrions rappeler ici que notre démarche ne vise pas à condamner les réductionnismes et en particulier le réductionnisme conceptuel. Toute discipline a pour objectif légitime de proposer une grille d'interprétation la plus complète possible des phénomènes qu'elle étudie (Chiappori et Orfali, 1997). Cependant, toute approche scientifique ne saurait guère se passer de l'examen de ses limites, et c'est dans la capacité à les identifier que s'émousse le réductionnisme conceptuel.

Les tentatives actuelles de relâchement du réductionnisme conceptuel empruntent deux voies : la collaboration dans une même recherche de chercheurs ancrés chacun dans leur discipline respective et qui confrontent ou articulent leurs méthodes et principes d'analyse d'une part ; la constitution de champs de recherches distincts qui procèdent à un syncrétisme disciplinaire, d'autre part. Nous allons nous concentrer pour le moment sur cette deuxième voie, puisque nous reviendrons sur les collaborations entre chercheurs dans la partie suivante.

La recherche présentée par Bénédicte Reynaud s'inscrit dans ce type d'approches. Économiste, elle cherche à préciser le fonctionnement des règles dans la théorie des marchés internes de Doeringer et Piore, en prenant pour terrain un atelier de maintenance électronique de la RATP. Elle utilise des méthodes quantitatives (reconstruction de séries mensuelles sur la productivité du travail, etc.) aussi bien que qualitatives (entretiens avec différents types d'agents travaillant dans le service étudié). Elle constate que l'augmentation des primes en 1995 a conduit

paradoxalement à un ralentissement de la productivité dans cet atelier, ce qui l'amène à insister sur les contextes d'application des règles. Le point de départ de cette recherche est une théorie économique, mais la façon de tester cette théorie emprunte les techniques, les méthodes voire les concepts de la sociologie du travail et des organisations. Un économiste orthodoxe peu rompu aux techniques de l'enquête de terrain, et qui attend avant tout de l'économétrie la validation empirique d'une théorie, qualifierait sans doute cette recherche de « sociologique ». Ce qualificatif ne va pourtant pas de soi pour tous les sociologues. Si Reynaud présente une enquête de terrain, elle n'inscrit jamais les conditions de son enquête dans l'analyse de ses résultats. Or, loin d'être une simple précaution de méthode, l'examen des conditions de négociation de l'enquête est indispensable pour guider l'interprétation des résultats¹⁵.

La question du réductionnisme conceptuel nous amène à revenir sur ce qui caractérise une discipline¹⁶. Tandis que lors du Grand Partage les objets et les registres d'interprétation étaient partie intégrante de la définition des disciplines, les différents décroisements entre économie et sciences sociales que nous avons décrits ont relégué ces éléments sur un plan secondaire. En revanche, l'examen du relâchement du réductionnisme conceptuel par le syncrétisme disciplinaire nous a convaincus de l'importance des méthodes, des concepts et des formes de raisonnement (rapport entre théorie et empirie) comme fondement de l'ancrage des disciplines. Malgré les différences de position-

nement des différents chercheurs sur les échelles d'universalisme et de réductionnismes, il nous est ainsi apparu que les disciplines se cristallisent sur une base institutionnelle et ont pour principe unificateur des cadres théoriques et des méthodes.

Il nous paraît donc légitime de désigner l'ensemble de ces éléments formant système comme une culture scientifique, au sens classique donné à ce terme par les anthropologues culturalistes (Linton, 1968). Nous sommes bien conscientes des limites de cette analogie entre culture et discipline : pas plus qu'une culture, une discipline ne constitue un ensemble unifié et cohérent. Les concepts culturalistes s'avèrent cependant particulièrement efficaces dans la mesure où ils permettent d'analyser les transferts entre disciplines comme des phénomènes de diffusion culturelle. Des approches diffusionnistes, nous gardons l'idée que tout transfert culturel nécessite un contact entre les deux cultures concernées et s'accompagne de réinterprétations.

La confrontation entre disciplines

Dans le cas particulier de la mise en contact de cultures scientifiques, la possibilité de mise en contact indirect qu'offrent les supports écrits nous a conduites à préférer la notion d'emprunt à celle de diffusion. Parler d'emprunt, c'est en effet mettre l'accent sur le rôle essentiel des récepteurs, qui sont toujours à l'origine de la diffusion : il n'y a guère d'exemple où des émetteurs, sociologues ou économistes, soient arrivés à imposer certains de leurs concepts à l'autre discipline.

1. Les emprunts décontextualisés

La technique d'emprunt qui correspond à la forme la moins élaborée du dialogue entre disciplines correspond à l'importation décontextualisée. Les approches universalistes s'emparant d'objets nouveaux, empruntent souvent à la discipline de départ le vocabulaire qu'elle utilise pour ces objets. Dire qu'elles le font de manière décontextualisée

15. Rappelons que les sociologues présents sont attachés au principe de la réflexion critique sur les conditions d'enquête (Beaud, Weber, 1997).

16. D'après Guesnerie (2001), l'approche mathématisée serait constitutive de la culture économique, au moins dans le cadre de l'EHESS, en tant qu'utilisation d'un langage commun (qui l'éloigne des autres sciences sociales). Cette définition de la discipline pose bien la question de savoir si ceux qui ne mathématisent pas, en d'autres termes les hétérodoxes, appartiennent à la même discipline.

revient à dire qu'elles ne se préoccupent pas du sens précis que ces mots et concepts ont dans la discipline de départ, ni *a fortiori* de leur insertion dans l'ensemble du corpus théorique de départ. Seule compte alors la place acquise dans le corpus d'arrivée.

Par exemple, on peut mentionner que lorsque Verdier parle de socialisation, il ne met pas sous ce mot la même signification qu'un sociologue de tradition durkheimienne. En effet, la modélisation présentée repose en partie sur l'existence d'efforts de socialisation et sur le fait que ces efforts sont coûteux (Bisin et Verdier, 2000). Or, dans la tradition durkheimienne, la socialisation familiale n'est que pour partie délibérée, dans la mesure où elle s'effectue en grande partie dans le cadre de relations personnelles où les apprentissages de savoirs non objectivés se réalisent sous une forme mimétique, à l'insu des émetteurs comme des récepteurs. On est loin de la notion d'effort coûteux. Le décalage est en l'occurrence la conséquence d'une simple question de vocabulaire. Si au lieu de socialisation, Verdier parlait d'éducation familiale, cela choquerait sans doute moins un auditoire constitué de sociologues¹⁷. Un autre exemple a émergé de la discussion, celui d'externalité. Pierre-Yves Geoffard, dans sa communication portant sur les consommations de drogues, applique le concept d'externalité à la consommation de tabac : celle d'un fumeur affecte l'utilité d'autres agents, sans que cette interdépendance soit prise en compte par le marché (tabagisme passif). Lors de la discussion, Olivier Godechot (sociologue) a immédiatement souligné combien la notion d'externalité employée par les économistes constituait une invention conceptuelle dont les

sciences sociales pouvaient faire un usage profitable pour penser des hiatus entre différents intérêts privés ou entre intérêts privés et publics. Un économiste intervenant dans la salle (Jean-Michel Grandmont) s'est élevé contre cette idée en expliquant que le sens de ce concept ne peut pas se comprendre en dehors du cadre de la modélisation de l'équilibre général. Les réactions des membres de la discipline de départ face à un emprunt décontextualisé tendent à dénigrer cet usage comme non légitime. Mais n'est-ce pas là une attitude proprement ethnocentrique ? C'est en effet rejeter, au nom de la discipline de départ, l'usage du terme dans la discipline d'arrivée. Ce rejet empêche de comprendre la place que prend ce terme dans le corpus théorique qu'il intègre après emprunt. Or, à partir du moment où un concept permet à la discipline d'arrivée de progresser, peu importe, du point de vue de cette dernière, le sens initial dans la discipline de départ¹⁸.

Lors d'un emprunt décontextualisé, par définition, il n'y a guère de communication *ex ante* entre chercheurs des deux disciplines. *Ex post*, la communication entre chercheurs de la discipline d'arrivée et de celle de départ n'en est pas facilitée, parce qu'ils emploient les mêmes mots pour désigner des constructions théoriques différentes, ce qui peut mener à des incompréhensions et malentendus (Gazier, 1997). Là réside sans doute l'inconvénient majeur de ce type d'emprunt.

2. Les travaux en commun

Lors des travaux en commun, il ne s'agit plus pour un chercheur d'emprunter à une autre discipline un résultat ou un concept, mais on se trouve dans une configuration où des chercheurs de disciplines différentes élaborent ensemble une problématique et définissent des concepts opératoires communs.

17. Il est important de préciser qu'il s'agit d'un auditoire francophone. En effet, l'usage du terme « socialisation » par Verdier correspond mieux à l'usage américain dans la définition parsonienne (en terme de dressage délibéré) qu'à la définition durkheimienne.

18. Pour une réflexion sociologique sur le concept d'externalité, qui conclut sur une position proche de la nôtre, voir Callon (1999).

On peut assister dans ce cadre à des emprunts éclairés, qui respectent la signification initiale des concepts dans la discipline de départ.

Florence Weber et Agnès Gramain ont présenté une recherche portant sur l'analyse de la prise en charge des personnes dépendantes. Du point de vue de l'économiste, la collaboration avec des ethnologues et des sociologues amène à reconsidérer les cadres d'analyse et les modèles de comportement, souvent teintés d'ethnocentrisme : lorsqu'il modélise, l'économiste s'appuie sur ce qu'il connaît le mieux, c'est-à-dire son propre milieu social. Du point de vue de l'ethnologue, les avantages ne sont pas moindres. En amont, les préoccupations énoncées par les économistes poussent à réfléchir sur les catégories d'analyse mobilisées dans les enquêtes ethnographiques, et à reconsidérer les objets d'une manière différente. Le concept d'altruisme, par exemple, issu de l'économie, est à la source des interrogations sur le groupe de parents concerné par la prise en charge dite « familiale ». Des études de cas ont permis de faire émerger une différence fondamentale entre deux types de parenté : la parenté légale, sanctionnée par le droit, et la parenté pratique, groupe qui émerge de l'observation du fonctionnement quotidien de la prise en charge. En aval, les problèmes de collecte de données en vue de tester le modèle économétrique obligent le sociologue ou l'ethnologue à construire des critères systématiques d'appartenance aux catégories issues de l'analyse ethnographique (par exemple quelles sont les variables qui vont permettre de délimiter la parenté pratique).

Les recherches communes reposent sur une communication directe et prolongée entre chercheurs de disciplines différentes. Non seulement ces échanges internes à l'équipe de recherche entraînent une meilleure compréhension par chacun des conceptualisations mises en œuvre dans les autres disciplines, mais ils permettent l'émergence de formulations communes et

écartent les risques d'ambiguïtés et de malentendus, au moins entre les chercheurs concernés. Il ne s'agit pas ici de basculer dans l'angélisme : le travail en commun, en amont de la formulation des concepts, ne dissipe pas toutes les difficultés du dialogue interdisciplinaire. En particulier, lorsque les disciplines ne sont pas sur un pied d'égalité d'un point de vue institutionnel, on court le risque d'instrumentalisation de l'une par l'autre - le plus souvent en l'occurrence de la sociologie par l'économie. Ce risque n'est pas inéluctable et il est sans doute assumé par les chercheurs concernés, qui tentent de l'écarter en alternant, au cours de leur recherche, des phases de mutualisation et de repli disciplinaire (Gramain Weber, 2001).

Conclusion : la conférence comme exemple de dialogue

Confrontation ponctuelle mais fructueuse, parfois houleuse et insatisfaisante (au moins du point de vue du public), la conférence est un exemple en soi de dialogue entre disciplines et de ses difficultés. Il est ainsi instructif de repérer les variations dans la composition du public. Certains sociologues (respectivement économistes) ne sont venus que pour écouter des sociologues (respectivement économistes) ; abstention sélective paradoxale dans le cadre d'une conférence censée favoriser les échanges entre spécialistes et non-spécialistes de chaque discipline.

Quand dialogue il y eut, il s'est parfois avéré décevant. Un point de blocage est particulièrement récurrent : la question du rapport entre théorie et empirie (Weber, 2000). Si chacune des deux disciplines fait des allers-retours entre théorie et empirie, elles divergent dans l'accentuation entre ces deux séquences de la recherche. Les sociologues, et *a fortiori* les anthropologues, procèdent à des descriptions fines de réalités sociales, à partir desquelles ils élaborent, de façon inductive, des concepts et des théories. Les économistes, en revanche, s'intéressent avant tout à la construction de

modèles hypothético-déductifs et accordent à l'empirie le statut de preuve ou de « test » du modèle. Ces manières croisées de « faire science » constituent un obstacle durable au dialogue. Ces journées « Economie et Sciences sociales » n'ont pas fait exception : lorsque le dialogue entre disciplines s'est arrêté sur les grandes questions épistémologiques, le débat a tourné rapidement au dialogue de sourds. Il est facile et stérile, pour les économistes, d'ironiser sur les ethnologues incapables de produire des concepts généraux à partir d'enquête locales (les « Boro Boro »), et pour les sociologues de ridiculiser certains modèles économiques parce que les hypothèses de départ ne sont pas « réalistes ».

Nous avons montré comment le niveau de contextualisation des emprunts (lui-même fonction de la communication *ex ante* entre chercheurs) influe sur le dialogue *ex post* en raison des phénomènes de réinterprétation. Mais il nous semble que les incompréhensions sont également la conséquence d'une différence de positionnement vis-à-vis des différents réductionnismes. Lorsque des chercheurs ne se situent pas au même niveau dans les décroissements entre disciplines, il peut en découler des malentendus. Ainsi, les communications qui nous ont paru le moins bien reçues étaient celles qui faisaient preuve d'un réductionnisme conceptuel fort (qu'il soit économique ou sociologique), sans prendre garde au réductionnisme inverse présent dans la salle. Une partie de l'auditoire a pu ainsi avoir l'impression que l'autre discipline réinventait la poudre, sans voir (parce que ce n'était pas toujours énoncé assez clairement) que les efforts d'intégration d'un nouveau problème ou d'un nouveau concept à une discipline qui auparavant ne les prenait pas en compte, constituent en soi un progrès interne. Si des positionnements différents dans l'échelle du réductionnisme conceptuel peuvent bloquer les échanges, il en va de même du réductionnisme sur le

registre d'interprétation. La distinction que nous avons opérée entre registres d'interprétation marchand et non marchand nous a été utile, parce qu'elle permet de clarifier les divergences traditionnellement observées dans l'interprétation des comportements en économie et en sociologie. Mais nous avons vu que la plupart des travaux récents bouleversent cette opposition, soit par la construction de nouveaux registres d'interprétation, soit par la prise en compte d'une pluralité de registres. Sociologues et économistes ne mesurent cependant pas toujours combien cette opposition est fragilisée dans un certain nombre de recherches, et reprochent à l'autre discipline un réductionnisme marchand ou non marchand qu'elle a de fait déjà remis en cause. En particulier, les discussions achoppent très vite sur la question de la rationalité. Lorsque les sociologues critiquent la « rationalité économique », ils se livrent en fait à une critique du réductionnisme marchand. Dans la mesure où les avancées de l'analyse économique s'accompagnent, de la part de certains chercheurs, d'une rupture avec ce réductionnisme, le dialogue devient impossible.

Si nous avons mis l'accent sur les malentendus et incompréhensions, ce n'est pas pour décerner des bons et des mauvais points, mais pour mettre en évidence, en creux, les conditions d'un dialogue efficace. La condition principale à nos yeux réside dans un positionnement similaire sur les échelles de réductionnismes et d'emprunts, soit une forme d'accord minimal sur la question des ancrages disciplinaires et de leurs fondements. ■

Les auteurs tiennent à remercier les organisateurs des journées, Florence Weber et Jérôme Gautié qui les ont incitées à écrire ce compte-rendu. Elles remercient également Anne Lhuissier et Fabrice Etilé pour leurs commentaires sur une première version de ce texte, ainsi que Michel Blanc pour son soutien.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Le bilan bibliographique cité dans la note 1

- Cahiers internationaux de sociologie. *Sociologie économique*. 1997, vol. CIII.
- Chantelat P. *La nouvelle sociologie économique et le lien marchand : des relations personnelles à l'impersonnalité des relations*. In *Revue française de sociologie*, 2002, n° 43, p. 521-556.
- Genèses. *Ethnographie économique*. Décembre 1996, n° 25. *Espaces de l'activité économique*. Septembre 2004, n° 56.
- Granovetter M. *La sociologie économique*. In *Revue semestrielle du MAUSS « Pour une autre économie »*, La Découverte, Paris, 1994, n° 3. *Le marché autrement*. Desclée de Brouwer, Paris, 2000.
- Le Velly R. *La notion d'encastrement : une sociologie des échanges marchands*. In *Sociologie du travail*, 2002, vol. 44, n° 1, p. 37-53.
- Levesque B., Bourque G., Forgues E. *La nouvelle sociologie économique*. Desclée de Brouwer, Paris, 2000.
- Revue économique. Économie et sociologie*. Mars 2002, vol. 53, n° 2.
- Revue française de sociologie. Sociologie et économie*. Juillet-septembre 1997, XXXVIII-3.
- Steiner P. *La sociologie économique*. La Découverte, Repères, Paris, 1999.
- Swedberg R. *Une histoire de la sociologie économique*. Desclée de Brouwer, Paris, 1994.
- Terrains et Travaux. *Enquêtes sur l'activité économique*. 2003, n° 4.
- Zelizer V. *Repenser le marché. La construction sociale du « marché aux bébés » aux États-Unis, 1870-1930*. In *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1992, n° 94, p. 3-26. *Transactions intimes*. In *Genèses*, mars 2001, n° 42, p. 121-144.

Références bibliographiques citées dans le texte

- Beaud S., Weber F. *Guide de l'enquête de terrain*. La Découverte, Paris, 1997.
- Becker G. *The Economic Approach to Human Behavior*. University of Chicago Press Chicago, 1976.
- Bisin A., Verdier T., *Beyond the melting pot: cultural transmission, marriage and the evolution of ethnic and religious traits*. In *The Quarterly Journal of Economics*, august 2000, n° 3, p. 955-988.
- Chiappori P.-A., Orfali K. *Préférences et interactions : une mise en perspective*. In *Revue Française de Sociologie*, 1997, n° 38-3, p. 429-464.
- Callon M. *La sociologie peut-elle enrichir l'analyse économique des externalités ? Essai sur la notion de cadrage-débordement*. In Foray D., Mairesse J. « Innovations et performances. Approches interdisciplinaires », éditions de l'EHESS, Paris, 1999, p. 399-431.
- Gazier B. *Tris et contrôles des salariés dans les organisations : quelques chassés-croisés entre économie et sociologie*, In *Revue Française de Sociologie*, 1997, n° 38-3, pp. 525-552.
- Gramain A., Weber F. *Ethnographie et économétrie, pour une coopération empirique*. In *Genèses*, 2001, n° 44, p. 127-144.
- Grenier J.-Y., Grignon C., Menger P.-M. (dir.), *Le modèle et le récit*. Editions de la MSH, Paris, 2001.
- Guesnerie R. *L'économie, discipline autonome au sein des sciences sociales ?* In *Revue Économique*, 2001, vol 52, n° 5, p. 1055-1063.
- Linton R. *De l'Homme*. Editions de minuit, Paris, 1968 [1^{re} édition 1936].
- Pareto V. *Traité de sociologie générale*. Droz, Genève, 1968 [1^{re} édition 1916].
- Weber F. *Transactions marchandes, échanges rituels, relations personnelles. Une ethnographie économique après le Grand partage*. In *Genèses*, décembre 2000, n° 41, p. 85-107.
- Weber F. *Le travail à côté*. Editions EHESS, Paris, 2001 [1^{re} édition 1989].